

Stéphanie TREILLET
Maître de conférences en Economie
stephanie.treillet@u-pec.fr
0688335300

Université Paris-Est Créteil
61 avenue du Général de Gaulle
94010 Créteil Cedex.

Laboratoire : CEMOTEV (UVSQ)
47 boulevard Vauban
78280 Guyancourt Cedex

L'inclusion de la démocratie dans la conception contemporaine du développement : l'ambiguïté révélatrice des indicateurs.

La doctrine dominante du développement a évolué depuis une quinzaine d'années vers ce qu'on peut qualifier de « nouveau consensus de Washington ». La promotion par les Institutions internationales, simultanément à partir de 2000, des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des Stratégies de réduction de la pauvreté (SRP), dessinent, par rapport à la phase précédente de l'ajustement structurel, (première étape du « Consensus de Washington »), une orientation partiellement en rupture : elle incorpore dans la définition du développement des objectifs se rapportant aux conditions de vie de la population (éducation, santé, logement, etc.), prend en compte le caractère multidimensionnel de la pauvreté voire, plus récemment, des inégalités, et ne s'en tient plus aux seuls indicateurs monétaires de la croissance du PIB à court terme voire de la restauration des « grands équilibres », comme c'était le cas au cours des deux décennies précédentes (Fontaine 1994, Cling et al. 2002).

La question de la démocratie s'est imposée logiquement dans cette approche, à travers deux axes théoriques parallèles mais partiellement convergents. D'une part l'approche en termes de développement humain, fondée sur les théorisations d'A. Sen (1985, 1999), mettant en avant la question de l'accès aux droits et la thématique des « capacités » ; d'autre part le paradigme néo-institutionnaliste, qui occupe une place croissante dans la doctrine des Institutions internationales ces dernières années, et met en avant, comme variable centrale des performances des pays dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des indicateurs du développement humain, la « bonne gouvernance » et la qualité des institutions. (Banque mondiale 2002, Treillet 2014)

Cependant, contrairement à d'autres critères des différents indicateurs du développement humain mis en avant par le PNUD (2010), ces dimensions (accès aux droits, capacités, qualité des institutions) ne s'accommodent pas facilement de la démarche omniprésente d'évaluation et de mesure qui sous-tend la doctrine dominante du développement et les politiques qui s'en inspirent, en cohérence avec les autres dimensions des politiques néolibérales. Ainsi, ces dimensions ne figurent pas parmi les OMD, qui se revendiquent de résultats potentiellement atteignables dans un délai relativement court. Néanmoins, depuis deux décennies, les Institutions internationales, notamment la Banque mondiale, s'attachent à essayer de construire des indicateurs de démocratie permettant notamment de classer les pays et d'apprécier l'évolution de leurs performances en fonction de critère.

Cette communication prendra comme point de départ une situation apparemment paradoxale : d'un côté les évolutions théoriques dans la pensée dominante du développement ces quinze dernières années semblent aller dans le sens d'un élargissement et d'un enrichissement de la définition des objectifs du développement : la prise en compte de dimensions ne se limitant pas aux indicateurs strictement monétaires et intégrant des dimensions politiques irait dans ce sens. D'un autre côté, on sera amené à constater que les exigences comme la pratique de l'évaluation et du classement enserrant cette ambition dans le carcan étroit d'indicateurs de « bonne gouvernance » - dont la démocratie est considérée comme un aspect - très en deçà de l'évolution annoncée. La gouvernance pouvant être définie dans ce contexte comme « *les traditions et les institutions par lesquelles l'autorité est exercée dans un pays pour le bien commun. Cela inclut le processus par lequel les gouvernements sont choisis, contrôlés et remplacés, la capacité du gouvernement à élaborer et mettre en place des politiques judicieuses, ainsi que le respect des citoyens et l'Etat des institutions gouvernant leurs interactions économiques et sociales* » (Kaufmann, Kraay et Zoido-Lobaton 1999 p.1)

Le recensement et la typologie (Duc, Lavallée 2005) des indicateurs de démocratie et de bonne gouvernance le plus souvent utilisés révèlent des difficultés méthodologiques certaines,

mais également, dans le cas des indicateurs dits objectifs, une définition de la démocratie qui apparaît le plus souvent très partielle (indicateur *Polity IV*) ou étroitement subordonnée aux objectifs des politiques économiques néolibérales : respect des droits de propriété, de la libre concurrence (indicateur de *Freedom House*), et plus récemment construction de l'Etat et des institutions dans l'objectif de rationalisation du fonctionnement des marchés (notamment du marché du travail) et des politiques sociales.

On examinera comment cette contradiction apparente renvoie à l'ambiguïté de la conception de l'articulation entre démocratie et développement dans ce nouveau consensus, ambiguïté déjà présente dans les analyses de Sen selon B. Prévost (2005, 2009) : s'agit-il d'une approche intrinsèque - la démocratie comme objectif en soi, incluse *ipso facto* dans la définition même du développement-, ou d'une approche instrumentale - la démocratie condition du développement ? En ce sens, son absence s'opposerait à une allocation optimale des facteurs de production et serait génératrice de chaos social. De nombreuses études mettent en effet en avant une articulation positive entre démocratie et différentes variables de la croissance (Tavarez et Warziag, 2001, Granger, Siroën, 2004). De ce point de vue, cette approche converge avec les élaborations du paradigme néo-institutionnaliste, la démocratie étant comprise d'abord en tant que procédure de débat public et de « *construction collective délibérative et participative* » (Prévost 2009, p. 6) des décisions politiques, impliquant un certain nombre de conditions minimales comme les libertés élémentaires. Mais on verra également que cette contradiction renvoie à une conception du développement qui, si elle se démarque de celle de l'ajustement structurel au sens strict, écarte dans sa construction et ses hypothèses fondamentales toute perspective de changement macro-social et de réflexion sur une stratégie en ce sens (avec notamment l'occultation des questions de répartition malgré la prise en compte très récente de la question des inégalités), pour se concentrer sur les micro-arrangement institutionnels compatibles avec les objectifs affichés, et sur la promotion d'un Etat organisateur des marchés.

Bibliographie :

Banque Mondiale, Building Institutions for Markets, *Rapport sur le développement dans le monde 2002*.

J-P. Cling *et al.*, La Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté : tout changer pour que tout reste pareil ?, *Politique africaine* n° 87, 2002, p. 164-174.

C. Duc, E. Lavallée, « Les bases de données sur la gouvernance », EURISCO, Université Paris Dauphine, Working paper, <http://www.dauphine.fr/globalisation/duclavallee.pdf>

C. Duc, C. Granger, J-M. Siroën, J-M « Trade and Democracy, an Empirical Investigation », *Cahier d.Eurisco* n° 2004-08.

J-M. Fontaine, *Mécanismes et politiques de développement économique, Du « big push à l'ajustement structurel »*, Cujas, Paris, 1994.

D. Kaufmann, A. Kraay, M. Mastruzzi, M., Governance Matters III: Governance Indicators for 1996-2002., The World Bank Development Research Group (Washington, D.C., 2003).

D. Kaufmann, A. Kraay, P. Zoido-Lobaton, P., "Aggregating Governance Indicators", *World Bank Policy Research Working Paper* No. 2195, Washington, D.C. (1999)
<http://www.worldbank.org/wbi/governance/pubs/aggindicators.html>.

PNUD, La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain, *Rapport sur le Développement humain 2010*, 268 p.

B. Prévost, « Les fondements idéologiques et philosophiques du nouveau discours sur le développement », *Economies et Sociétés*, série F, n°43, 3/2005, p.477-96

- B. Prévost, « Sen, la démocratie et le marché. Portée et limites d'une critique », *Revue Tiers-Monde*, n° 198, Paris, 2009/2.
- D. Rodrik, *Democracy and Economic Performance*, Harvard University, 1997.
- A. Sen, *Commodities and capabilities*, Amsterdam, North-Holland, 1985.
- A. Sen, *Development as Freedom*, Oxford University Press, 1999.
- J. Stiglitz, « Vers un nouveau paradigme pour le développement », *L'Economie politique*, n° 5, 2000 (discours prononcé à la CNUCED, octobre 1998).
- J. Tavares, R. Wacziarg., «How democracy affects growth ? ». *European economic review*, vol. 45, 2001.
- S. Treillet, L'instrumentalisation du genre dans le nouveau consensus de Washington, *Actuel Marx*, n° 44, 2008, PUF, 53-67.
- S. Treillet, « La question du genre dans la promotion de la société civile : un substitut aux politiques sociales ou une redéfinition de celles-ci ? », communication aux Journées de l'ATM, Fribourg, à paraître en 2014 dans l'ouvrage *Dynamiques des sociétés civiles en économie ouverte, études de cas et perspectives*, Karthala, dir. H. Gerardin, J-J. Friboulet et J. Brot.

Curriculum vitae Expérience professionnelle

Depuis 1995 Maître de conférences en Economie.

Depuis 1999 Responsable de la préparation du CAPES de Sciences économiques et sociales à l'IUFM de Créteil.

Actuellement : Responsable du Master « Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation » (MEEF), parcours SES, préparation au CAPES de SES, Université Paris-Est Créteil.

Depuis 2010 Chercheure au CEMOTEV (Centre d'Étude sur la Mondialisation, les Conflits, les Territoires et les Vulnérabilités), UFR de Sciences sociales de l'Université de Versailles-Saint-Quentin.

Depuis 2008 Chargée de cours à l'IEDES, Paris, Master 1 Développement social, cours « Politiques de l'emploi et marchés du travail. »

Principales publications

Ouvrage

S. Treillet, *L'économie du développement, de Bandoeng à la mondialisation*, Coursus, A. Colin, Paris, 2011 (3^e édition, 4^e édition en préparation).

Chapitres dans ouvrages

S. Treillet, « La question du genre dans la promotion de la société civile : un substitut aux politiques sociales ou une redéfinition de celles-ci ? », à paraître en 2014 dans *Dynamiques des sociétés civiles en économie ouverte, études de cas et perspectives*, Karthala, dir. H. Gerardin, J-J. Friboulet et J. Brot.

S. Treillet, « L'impasse de l'anti-développement », in *Institutions et développement. La fabrique institutionnelle et politique des trajectoires de développement*, E. Lafaye de Micheaux et al., (dir.) PUR, 2007, pp. 41-62.

S. Treillet, « Les différentes dimensions de l'échec des stratégies de développement : une question aux enjeux contemporains », in *Le développement en questions*, E. Berr et J-M. Harribey (dir.), P.U.B. Bordeaux, 2006.

S. Treillet, « La société civile dans les stratégies des organisations internationales », in *Quels acteurs pour quel développement ?* G. Froger et al. (dir.), GEMDEV-Karthala, Paris 2005.

Articles

S. Treillet, L'instrumentalisation du genre dans le nouveau consensus de Washington, *Actuel Marx*, n° 44, 2008, PUF, pp. 53-67.

S. Treillet, « La mondialisation renforce-t-elle les écarts entre croissance et développement ? » *Cahier du GEMDEV* n° 31, mars 2007, « La mesure de la mondialisation » (I. Bellier dir.), pp. 130-145.

S. Treillet, « Normes environnementales et déterminants des investissements directs étrangers en direction des économies en développement », *Cahiers du GEMDEV* n°28, avril 2002, pp. 128-137 paru dans *Problèmes économiques* n° 2789, 2002, pp. 20-24.

Communications

S. Treillet, « Changement de statut paradoxal du secteur informel dans la doctrine de la Banque mondiale : des Politiques d'ajustement structurel aux Stratégies de réduction de la pauvreté. », Communication aux XXIX^e Journées de l'ATM, Créteil, juin 2013, à paraître dans les *Cahiers de l'Association Tiers-Monde*.

Responsabilités scientifiques

Depuis 2010, membre du comité de lecture de la revue *Mondes en développement*.

2008, Participation à l'organisation du colloque « Les mots du développement : genèse, usages, trajectoires. » Université de Paris IX-Dauphine – 13 & 14 novembre 2008.

Depuis 2004, Membre du Conseil d'orientation Scientifique de l'Association Tiers-Monde (Université de Nancy)

Mots clefs : démocratie, gouvernance, indicateurs, développement humain

La conception aujourd'hui dominante du développement présente un paradoxe apparent : la thématique du développement humain inspirée des analyses de Sen permet un élargissement de la conception du développement par inclusion de dimensions politiques et notamment de la démocratie dans sa définition. Cependant, la prédominance des évaluations chiffrées dans le classement des performances des pays conduit à la construction d'indicateurs de démocratie qui, à travers la grille de lecture de la « bonne gouvernance », fournissent de celle-ci une conception restrictive, voire subordonnée aux exigences des politiques néolibérales. On peut y voir la conséquence de l'influence du paradigme néo-institutionnaliste, qui fonde une conception du développement limitée à des micro-arrangements institutionnels et contribue à légitimer la construction d'un Etat organisateur des marchés.

Key-words : democracy, governance, indicators, human development

The today dominant paradigm of development appears contradictory : the theme of human development inspired by Sen's theories allows a broadening of the development definition, by including political dimension of democracy. However, the predominance of quantitative evaluations in the ranking of countries' performance led to the construction of indicators of democracy which, through the conceptualization of "good governance", provides of it a restrictive conception or subject to the requirement of neoliberal politics. We can see here the effect of the influence of New Institutional Economics, which builds a development theory limited to institutional arrangements at the microeconomic level, and contributes to legitimate a State organizing the markets.

